

FONCTIONNAIRES À LA DGFIP LE 8 JUILLET ?

Montreuil, le 13/06/2024

L'instant est grave, car dans quelques jours l'extrême droite peut prendre la tête du gouvernement, diriger les actions de ce dernier et fixer les grandes orientations politiques du pays.

Les politiques libérales menées depuis des décennies et le patronat portent de lourdes responsabilités sur les résultats des élections. S'attaquer toujours aux plus précaires, refuser l'augmentation générale des salaires, ne plus jamais écouter les colères visibles dans les manifestations, qui furent pourtant historiques lors du mouvement contre la réforme des retraites, mépriser les organisations syndicales et par la même les travailleurs et travailleuses, criminaliser l'action syndicale, utiliser le 49-3 dès qu'une opposition se met en place... conduisent aux résultats des dernières élections européennes.

Ne nous y trompons pas, toute la population serait impactée par la continuité des politiques libérales et anti sociales que l'extrême droite aggravera, mais les fonctionnaires le seront doublement car c'est bien le gouvernement qui nomme nos directeurs.trices !

Nous gardons un statut protecteur même s'il a déjà été largement abîmé. La lutte pour le préserver et l'améliorer est donc vitale, alors que les politiques d'extrême droite sont en totale contradiction avec les principes du statut général des fonctionnaires.

Lutter dès aujourd'hui contre les idées d'extrême droite dans la rue et dans les urnes, **c'est se mobiliser POUR la préservation de l'intérêt général** garanti par ces grands principes du statut :

➔ **L'ÉGALITÉ :** de traitement des usager.es en toute neutralité dans le respect des principes de laïcité et de lutte contre toute discrimination. Égalité, aussi, d'accès aux emplois de la fonction publique.

➔ **L'INDÉPENDANCE :** le statut protège les fonctionnaires des changements d'ordre politique et permet de refuser l'application d'un ordre illégal, ce qui protège les citoyen.es.

➔ **L'IMPARTIALITÉ et L'INTÉGRITÉ :** garantissent l'exercice des missions de manière désintéressée et participent à la lutte contre la corruption.

Le statut général des fonctionnaires porte beaucoup de droits et obligations qui n'ont pas été introduits par hasard et encore moins pour accorder des privilèges aux agent.es publics, mais bien pour **préserver l'intérêt général**, protéger les usagers quelles que soient les politiques menées... Il trouve sa source dans notre histoire et prend encore plus de sens dans le contexte politique actuel.

En tant que **fonctionnaires de la DGFIP** nous serions **encore plus impactés** au regard des programmes d'extrêmes droites s'agissant de la fiscalité. Ces programmes n'ont rien à envier aux politiques ultra-libérales menées jusqu'à aujourd'hui, ils vont même **plus loin** en proposant des **exonérations massives d'impôts et de taxes**, et la **diminution des contrôles fiscaux**. Tout cela sans aller vers plus de justice fiscale et en asséchant le financement des services publics, sans compter les **conséquences sur les emplois, les agent.es et les services exerçant ces missions**. Une démonstration ? Dans les municipalités dirigées par l'extrême-droite, sous prétexte d'exemplarité budgétaire, la baisse des impôts locaux induit la diminution du nombre d'agents publics, la privatisation des crèches et des cantines et la baisse des subventions aux écoles, entre autre.

Pour la CGT Finances publiques, un autre choix est vital ! Le choix de politiques à l'écoute des revendications des travailleurs et travailleuses et des agent.es des finances publiques.

Pour nos missions, pour notre service public, parce que nous tenons à notre statut qui protège la population, parce que nous sommes attachés à la justice fiscale et à la juste répartition des richesses, faisons entendre notre voix et participons massivement

**AUX MANIFESTATIONS ET
RASSEMBLEMENTS LES 15, 16, 20 ET
23 JUIN PROCHAINS PARTOUT SUR LE
TERRITOIRE !**

